

35 heures : trois questions à ... Xavier Timbeau

Le Monde du 8 octobre 2003

En tant qu'économiste à l'OFCE, quel bilan tirez-vous de la politique de réduction du temps de travail ?

Lorsqu'on fait un parallèle entre le rythme de croissance de l'économie et le nombre de créations d'emplois, il apparaît que la croissance n'est pas assez forte pour expliquer tous les postes créés. On peut donc penser que la différence est liée à l'effet des 35 heures. Le gouvernement l'a reconnu, dans le rapport économique et financier annexé au projet de loi de finances pour 2003. On peut y lire : "La RTT aurait permis la création de 80 000 emplois en viron en 2001 après 145 000 en 2000." Globalement, les 35 heures auraient permis de créer 300 000 emplois. Est-ce un effet à court terme ou durable ? Nous n'avons pas encore les données et le recul suffisants pour le dire.

Le coût des 35 heures avancé par le gouvernement - 10 à 15 milliards d'euros - vous paraît-il exact ?

Il y a effectivement dans le budget de l'Etat plus de 15 milliards d'euros d'allègements de charges. On peut considérer que 7 milliards sont liés aux 35 heures, les autres s'expliquent par des mesures qui ont été prises avant ou après les lois Aubry, pour diminuer les cotisations sur les bas salaires.

De ce coût brut de 7 milliards d'euros, il faut retrancher l'impact économique des créations d'emplois. L'addition descend à 3,5 milliards d'euros. Il faut aussi retrancher l'effet positif de la baisse du coût d'indemnisation du chômage (1 milliard). Mais on doit ajouter 500 millions pour le coût spécifique des 35 heures à l'hôpital. Dans les autres domaines du secteur public, il n'y a pas eu d'embauches liées aux 35 heures, sauf peut-être dans les collectivités locales. Le coût net serait donc de l'ordre de 3 milliards d'euros. Est-ce justifié pour le nombre d'emplois créés ? On peut en discuter. En revanche, l'ordre de grandeur est sans commune mesure avec celui des déficits publics.

Supprimer les 35 heures relancerait-il la croissance ?

Cela n'enlèverait pas le coût budgétaire puisqu'il a été transformé par le gouvernement en allègements de charges pour les bas salaires. Revenir dessus est un autre sujet. Les entreprises ne le comprendraient pas.

Quant à supprimer la référence à la durée légale du travail, autoriser toutes les heures supplémentaires, cela aurait peu d'impact sur la situation économique. Le problème des entreprises aujourd'hui, c'est de trouver des commandes. En outre, si on rend caducs les accords signés, en disant "vous allez travailler plus, sans être payés davantage", personne ne sera d'accord. Il faut s'attendre à des grèves, à une remise en cause de l'équilibre trouvé dans certaines entreprises, qui ont échangé réduction du temps de travail contre flexibilité.